ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 15 mars 1966, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "modifiant l'arrêté ministériel du 14 novembre 1963 relatif au statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale", a donné le 29 mars 1966 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 15e maart 1966 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot wijziging van het ministerieel besluit van 14 november 1963 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht", heeft de 29e maart 1966 het volgend advies gegeven :

Article 1er.

L'article 2 de l'arrêté ministériel du 14 novembre 1963 a été modifié par l'arrêté ministériel du 21 août 1964. Selon l'article 1er du projet, cet article 2 subira six nouvelles modifications. En conséquence, il est proposé de remplacer intégralement cet article :

"Article 1er.-

L'article 2 de l'arrêté ministériel du 14 novembre 1963 relatif au statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale, modifié par l'arrêté ministériel du 21 août 1964, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 2.- § 1er. Les candidats sous-officiers de carrière formés en vue de l'un des emplois ci-après peuvent être admis au cycle de formation jusqu'à l'âge maximum défini à l'article 3, 4°, de l'arrêté royal du 25 octobre 1963 lorsqu'ils possèdent la qualification exigée à cette fin :

A. A la force terrestre :

1. Tous les emplois des groupes d'emplois ci-dessous :

a. à condition d'être porteurs d'un diplôme ou certificat délivré par une école technique secondaire supérieure dans la spécialité requise :

1° entretien de système de missile;
2° réparation de matériel de radio, de télégraphie et de cryptographie;
3° réparation de câble hertzien et de termineurs;
4° réparation de radars;
5° mécanique d'aviation légère;
6° réparation d'instruments;
7° électronique d'armement;

.../...

b. à condition d'être porteurs d'un diplôme ou certificat délivré par une école technique secondaire inférieure dans la spécialité requise :

1° entretien d'engins téléguidés;
2° préparation des vivres;
3° réparation d'équipement;
4° réparation de machines du quartier-maître;
5° réparation de véhicules;
6° réparation d'armement;
7° mécanique de véhicules;
8° travail des métaux;
9° explosifs et munitions;

c. à condition d'être porteurs d'un brevet de parachutiste:

1° réparation de parachutes;
2° réparation de ballons;

d. à condition d'être porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études dans la spécialité requise :

1° technicien en radiographie et en matériel électro-médical;
2° physiotechnicien;
3° assistant en pharmacie et laboratoire de pharmacie;
4° technicien laborant du service de santé et transfusion;
5° infirmier diplômé;

.../...

e. à condition d'avoir suivi des cours ou de posséder la pratique préparant aux spécialités requises :

1° exploitation des transmissions;
2° construction des transmissions;
3° approvisionnement en matériel de transmission;
4° technique photo-ciné-son;
5° approvisionnement en matériel de l'ordonnance;
6° ambulancier;
7° mécanographie.

2. Les emplois ci-dessous :

a. à condition d'être porteurs d'un diplôme ou certificat délivré par une école technique secondaire supérieure dans la spécialité requise :

dessinateur technique;

b. à condition d'être porteurs d'un diplôme ou certificat délivré par une école technique secondaire inférieure dans la spécialité requise :

1° réparateur d'équipement antigaz;
2° boulanger machiniste;
3° dessinateur architectural;
4° maçon appareilleur;
5° menuisier charpentier;
6° plombier installateur;
7° spécialiste en machines à bois;
8° monteur spécialiste en chauffage central;
9° chauffeur de chaudière à vapeur haute pression;
10° conducteur de presse offset d'imprimerie typographique;
11° conducteur de presse plate d'imprimerie lithographique;

c. à condition d'avoir suivi des cours ou de posséder la pratique préparant aux spécialités requises :

1° photolithographe;
2° chef de chenil .

B.A la force navale :

à condition d'être titulaires du brevet, certificat ou diplôme d'études maritimes du niveau secondaire, supérieur ou inférieur, prévu par l'arrêté royal du 30 mai 1958 portant classement des enseignements donnés dans les établissements d'enseignement maritime et de certains certificats, diplômes et brevets pour la navigation maritime,

en vue des emplois suivants :

1° breveté en navigation;
2° charpentier de marine;
3° manoeuvrier-armement;
4° manoeuvrier-détecteur;
5° manoeuvrier de pont;
6° scaphandrier-démonteur de mines;
7° torpilleur-démonteur de mines;
8° radiotélégraphiste-codeur;
9° signaleur-codeur;
10° mécanicien de marine;
11° électricien de marine.

C. ... (comme à l'article 1er, 5°, du projet) ...

.../...

§ 2. Le Ministre de la Défense nationale peut dispenser les candidats visés au § ler de la partie de la formation qu'il détermine, en raison de la qualification que ces candidats possèdent".

Article 3.

Au deuxième alinéa, il convient d'écrire : "Pour l'application de l'article 8, 4° , ... ".

+

Le 5° de l'article 8, § ler, en projet appelle l'observation suivante :

Un arrêt de la Cour de cassation du 27 avril 1964 (Pas. 1964, I, 907) a décidé que l'arrêté royal du 18 mai 1936 portant modification aux dispositions concernant l'exercice de la profession de géomètre-expert immobilier est dépourvu de fondement légal.

Dès lors, pour éviter toute difficulté, il serait plus prudent d'omettre le 5°, qui se réfère à cet arrêté royal.

+

Aux termes de l'article 8, 4°, de la loi du 27 décembre 1961, l'équivalence avec les études moyennes du degré inférieur est fixée par le Ministre.

.../...

En son dernier alinéa, l'article 8 nouveau délègue ce pouvoir au chef d'état-major général, lorsqu'il s'agit des diplômes obtenus à l'étranger.

Une telle délégation est dépourvue de fondement légal.

En conséquence, le dernier alinéa doit être omis.

La même observation vaut pour le nouvel article 30, 4°, faisant l'objet de l'article 12 du projet.

Article 4.

Le texte suivant est proposé pour cet article :

"Article 4.-

A l'article 12, § 1er, alinéa 4, les mots "cette note est l'un des éléments desquels dépend l'octroi ou le refus aux intéressés de la commission au grade de sergent" sont supprimés".

Article 6.

Il est proposé de compléter l'article 18bis par l'alinéa suivant, qui correspond aux intentions du Gouvernement telles qu'elles ont été exprimées par ses délégués :

"La note en valeur morale dont il est question à l'article 12, § 1er, alinéa 4, est un des éléments desquels dépend la nomination au grade de sergent".

.../...

Article 7.

Il serait préférable de remplacer complètement l'article 19.

Article 10.

A cet article, il y a lieu de remplacer "(4)" par "4°".

Article 13.

Le liminaire de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 13.-

L'article 33, §§ 3, 4, 5 et 6, du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes : ... ".

Article 14.

La mention "Article 34" devrait être ajoutée avant le nouveau texte.

Article 15.

La référence à l'article 19, § 1er, alinéa 2, doit être remplacée par une référence à l'article 19, alinéa 2.

.../

Article 16.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 16.-

L'article 36 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 21 août 1964, est abrogé".

Article 17.

La rétroactivité attachée aux modifications apportées par le projet qui a fait l'objet de l'avis L. 9598/2 et le présent projet n'est à l'abri de critique que dans la mesure où elle ne porte pas atteinte à des droits acquis.

Artikel 1.

Artikel 2 van het ministerieel besluit van 14 november 1963 is gewijzigd bij het ministerieel besluit van 21 augustus 1964. Volgens artikel 1 van het ontwerp zal dat artikel 2 andermaal op zes punten worden gewijzigd. Derhalve wordt voorgesteld, het artikel in zijn geheel te vervangen :

"Artikel 1.-

Artikel 2 van het ministerieel besluit van 14 november 1963 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de land-, lucht- en zeemacht, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 21 augustus 1964, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 2. § 1. De kandidaat-beroepsonderofficieren die voor één van navolgende ambten werden opgeleid, mogen tot de opleidingscyclus worden toegelaten tot de in artikel 3, 4°, van het koninklijk besluit van 25 oktober 1963 bepaalde maximumleeftijd, wanneer zij de hiertoe vereiste kwalificatie bezitten :

A. Bij de landmacht :

1. Alle ambten van de hiernavolgende groepen van ambten :

a. op voorwaarde dat zij houder zijn van een diploma of getuigschrift, uitgereikt door een hogere secundaire technische school in de vereiste specialiteit :

.../...

1° onderhoud van missilesysteem ;
2° herstelling van radio-, telegrafie- en cryptografiematerieel ;
3° herstelling van hertzkabel en van eindtoestellen;
4° herstelling van radartoestellen ;
5° mechanica van het licht vliegwezen ;
6° herstelling van instrumenten ;
7° elektronica van bewapening ;

b. op voorwaarde dat zij houder zijn van een diploma of getuigschrift, uitgereikt door een lagere secundaire technische school in de vereiste specialiteit :

1° onderhoud van telegeleide tuigen;
2° bereiding der levensmiddelen ;
3° herstelling van uitrusting ;
4° herstelling van kwartiermeestermachines ;
5° herstelling van voertuigen ;
6° herstelling van bewapening ;
7° mechanica van voertuigen ;
8° metaalbewerking ;
9° springstoffen en munitie ;

c. op voorwaarde dat zij houder zijn van een brevet van valschermspringer :
1° herstelling van valschermen ;
2° herstelling van ballons ;

d. op voorwaarde dat zij houder zijn van een eind-diploma of eindgetuigschrift in de vereiste specialiteit :
1° technicus in radiografie en elektromedisch materieel ;

.../...

2° fysiotechnicus ;
3° apothekers- en farmaceutisch laboratorium-assistent ;
4° technicus-laborant van de dienst gezondheid en bloedtransfusie ;
5° gediplomeerd verpleger ;

e. op voorwaarde dat zij de cursussen hebben gevolgd of de praktijk bezitten die tot de vereiste specialiteit voorbereiden :
1° uitbating der transmissies ;
2° constructie der transmissies ;
3° bevoorrading in transmissiematerieel ;
4° techniek foto-cine-klank ;
5° bevoorrading in ordnancematerieel ;
6° ambulancier ;
7° mechanografie.

2. De hieronder vermelde ambten :
a. op voorwaarde dat zij houder zijn van een diploma of getuigschrift, uitgereikt door een hogere secundaire technische school in de vereiste specialiteit :
technisch tekenaar ;
b. op voorwaarde dat zij houder zijn van een diploma of getuigschrift, uitgereikt door een lagere secundaire technische school in de vereiste specialiteit :
1° hersteller van gasafweeruitrusting ;
2° bakker-machinist ;
3° bouwkundig tekenaar ;
4° verbandmetselaar ;

.../...

5° schrijnwerker-timmerman ;
6° loodgieter-installateur ;
7° specialist houtbewerkingsmachines ;
8° specialist-monteur centrale verwarming ;
9° hogedrukketelstoker ;
10° offsetpersdrukker boekdrukkerij ;
11° vlakpersdrukker steendrukkerij ;

c. op voorwaarde dat zij de cursussen hebben gevolgd of de praktijk bezitten die tot de vereiste specialiteit voorbereiden :
1° fotolithograaf ;
2° kennelmeester.

B. Bij de zeemacht :
op voorwaarde dat zij houder zijn van het brevet, getuigschrift of diploma van zeevaartstudiën van het hoger of lager secundair niveau, als bepaald bij het koninklijk besluit van 30 mei 1958 houdende rangschikking van de in de inrichtingen voor zeevaartonderwijs gegeven soorten van onderwijs en van zekere getuigschriften, diploma's en brevetten voor de zeevaart,
met het oog op volgende ambten :
1° zeevaartbrevethouder ;
2° scheepstimmerman ;
3° maneuver bewapening ;
4° maneuver-detector ;
5° dekmaneuver ;
6° helmduiker-mijnendemonteerder ;
7° torpedist-mijnendemonteerder ;
8° radiotelegrafist-codist ;
9° seiner-codist ;
10° scheepsmecanicien ;
11° scheepselektricien.

.../...

C. ... (zoals in artikel 1, 5°, van het ontwerp) ...

§ 2. De Minister van Landsverdediging mag de kandidaten bedoeld in § 1 vrijstellen van het gedeelte van de opleiding dat hij vaststelt, op grond van de kwalificatie welke die kandidaten bezitten".

Artikel 3.

In het tweede lid leze men :

"Voor de toepassing van artikel 8, 4°, van de wet van 27 december 1961 worden de ...".

+

Bij de tekst onder 5° van het nieuw voorgestelde artikel 8, § 1, is het volgende op te merken :

Een arrest van het Hof van cassatie van 27 april 1964 (Pas. 1964, I, 907) heeft besloten dat het koninklijk besluit van 18 mei 1936 houdende wijziging van de bepalingen betreffende de uitoefening van het beroep van landmeter-schatter van onroerende goederen, geen rechtsgrond heeft.

Om moeilijkheden te voorkomen, is het derhalve geraden het 5°, dat naar bedoeld koninklijk besluit verwijst, te schrappen.

+

.../...

Luidens artikel 8, 4°, van de wet van 27 december 1961 wordt de gelijkwaardigheid met de studiën van lager middelbaar onderwijs door de Minister van Landsverdediging bepaald.

In zijn laatste lid draagt het nieuwe artikel 8 die bevoegdheid over aan de chef van de generale staf wanneer het gaat om diploma's die in het buitenland behaald zijn.

Een zodanige overdracht van bevoegdheid heeft geen rechtsgrond.

Het laatste lid moet dus vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor het nieuwe artikel 30, 4°, waaraan artikel 12 van het ontwerp is gewijd.

Artikel 4.

Voorgesteld wordt, dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel 4.-

In artikel 12, § 1, vierde lid, worden de woorden "Een tiende der punten van dit beoordelingscijfer is een der gegevens waarvan het verlenen of de weigering van de aanstelling der betrokkenen in de graad van sergeant afhangt", vervangen door "Een tiende der punten van dit beoordelingscijfer heeft betrekking op de geschiktheid tot bevelvoering".

Artikel 6.

Voorgesteld wordt, artikel 18bis aan te vullen met het volgende lid, dat de bedoeling van de Regering weergeeft zoals die door haar gemachtigden te kennen is gegeven :

"Het beoordelingscijfer voor de morele waarde, bedoeld in artikel 12, § 1, vierde lid, is een van de gegevens waarvan de benoeming tot sergeant afhangt".

Artikel 7.

Het ware verkieslijk, artikel 19 in zijn geheel te vervangen.

Artikel 10.

In dit artikel vervange men "(4)" door "4°".

Artikel 13.

De inleidende volzin van dit artikel zou als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 13.-

Artikel 33, §§ 3, 4, 5 en 6, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepalingen vervangen :...".

Artikel 14.

Boven de nieuwe tekst zou moeten staan :
"Artikel 34".

.../...

Artikel 15.

De verwijzing naar artikel 19, § 1, tweede lid, moet worden vervangen door een verwijzing naar artikel 19, tweede lid.

Artikel 16.

Dit artikel zou als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 16.-

Artikel 36 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 21 augustus 1964, wordt opgeheven".

Artikel 17.

De terugwerking van de wijzigingen aangebracht door het ontwerp waarover advies L.9598/2 en door het onderhavige ontwerp, is alleen veilig in zover ze geen afbreuk doet aan verkregen rechten.

---

a chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

essieurs :	G. HOLOYE,	conseiller d'Etat,	président,
e Heren :		staatsraad,	voorzitter,
	G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat,	
	J. MASQUELIN,	staatsraden,	
	J. ROLAND,	assesseurs de la section de législation,	
	R. PIRSON,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. H. VLIEBERGH, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. H. VLIEBERGH, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. DE LEUZE.

(s) G. HOLOYE.